

que s'est-il produit par la suite? Nous avons vu un grand nombre de commerçants, d'industriels, de professionnels se lancer dans l'élevage, avec le résultat que l'on connaît, celui de créer des excédents encombrants.

C'est alors que la panique s'est emparée du gouvernement et que nous avons vu le ministre de l'Agriculture renier ses belles promesses et les beaux arguments employés lors de l'étude de cette loi.

Il est vrai, comme le dit M. Paul-Henri Lavoie, dans la *Terre de Chez Nous* du 6 mai 1959, que:

Chaque fois que les surplus de produits agricoles dépassent de façon quelque peu appréciable les possibilités des marchés commerciaux, on assiste à une mise en scène de grande classe.

Des groupes qui cachent leurs véritables intentions sous des termes ronflants, battent la marche. Les autorités gouvernementales sont vite affolées et adoptent des mesures qui prennent souvent allure d'expédients.

Quelle volte-face depuis les déclarations que le premier ministre faisait en 1957 et 1958!

Quelle volte-face aussi du ministre de l'Agriculture qui déclarait au Congrès de la Fédération catholique des agriculteurs à Toronto dernièrement:

(Traduction)

Nous sommes parvenus à maintenir de meilleurs prix pour un grand nombre de denrées, surtout grâce à l'Office de stabilisation, mais il y a une limite à ce qu'on peut faire par ce moyen.

(Texte)

Le ministre prétend que son gouvernement a contribué à maintenir les meilleurs prix pour une quantité considérable de produits agricoles. Il se garde de dire quels produits. Est-ce que ce sont des meilleurs prix pour le blé, l'avoine, l'orge, le porc, les œufs, etc.? Évidemment non.

Au cours de ce même discours, il déclarait que les prix obtenus étaient supérieurs à ceux qu'obtenaient les cultivateurs aux États-Unis.

Pour terminer son exposé, le ministre disait:

(Traduction)

Les politiques appliquées par le gouvernement depuis deux ans et demi visaient à améliorer le revenu des cultivateurs et à accroître leur part du revenu national.

(Texte)

Voyez-vous, monsieur le président, un ministre responsable faire une telle déclaration, alors que tous, et plus particulièrement les cultivateurs, savent que leur revenu net provenant de l'exploitation agricole, pour 1959, est inférieur de 7 p. 100 à celui de 1958, diminution qui représente une somme de \$88,174,000.

Malgré les sommes énormes que nous affectons au maintien des prix des produits agricoles, ces prix continuent à baisser et le coût

[M. Boulanger.]

des biens et services dont ont besoin les cultivateurs augmente graduellement. A ce sujet, je désire citer quelques chiffres que je demanderais au ministre de l'Agriculture d'étudier après qu'il aura eu l'occasion de lire mes observations, puisqu'il n'est pas à la Chambre cet après-midi. Je lui demanderais de les étudier et d'y réfléchir, car je le défie de dire qu'ils ne sont pas réels.

Si nous prenons la moyenne des prix de certains produits agricoles pour les dix années de 1947 à 1956 et la comparons à la moyenne des prix de 1957, 1958 et 1959, nous constatons que durant les dix dernières années du régime libéral, le blé se vendait \$1.49 le boisseau, alors qu'il se vend \$1.23 depuis les trois dernières années; l'orge, qui se vendait à l'époque \$1 le boisseau, était vendue 75c. le boisseau durant les trois dernières années; l'avoine, dont le prix était de 65c. le boisseau de 1947 à 1956, a été vendue 53c. au cours des trois dernières années. Pour ce qui a trait à la graine de lin, nous constatons la même diminution, soit de \$3.36 à \$2.67; le prix du porc est descendu de \$27.16 les cent livres à \$26.19 les cent livres; les œufs, qui se vendaient alors 41.6c. la douzaine se sont vendus 35c. la douzaine au cours des trois dernières années.

Je pourrais énumérer tous les produits agricoles et nous constaterions la même dégradation des prix. J'ai ici tous les chiffres qui y ont trait. Par exemple, le seigle, qui se vendait \$1.50 le boisseau au cours des années 1947 à 1956, se vendait 58c. au cours de l'année 1958; le prix des pommes de terre est passé de \$1.99 à \$1.73.

M. Pigeon: Et le beurre?

M. Boulanger: Le prix du beurre était de 64c. et j'espère que le gouvernement en maintiendra le prix à ce niveau. C'est le seul produit sur lequel les cultivateurs de l'Est dépendent pour rester sur leur terre.

M. Pigeon: Pourquoi ne l'avez-vous pas augmenté sous votre administration?

M. Boulanger: Monsieur le président, je viens de donner des chiffres sur les prix des produits agricoles et je vous ai prouvé qu'il y avait eu une baisse constante à la suite de la politique du parti conservateur.

Si nous étudions maintenant l'indice des prix payés pour les biens et services achetés par les cultivateurs, nous constatons encore qu'il est à leur détriment.

Si je prends l'année 1956, je vois que l'indice des prix des services et des biens achetés par les cultivateurs, qui était de 247.6, est passé à 255.9 en 1957, à 259.9 en 1958 et il s'élevait à 273.5 au mois d'août 1959. C'est dire que depuis 1956 l'indice du coût des biens achetés par les cultivateurs est monté